



Sommaire

page 1	Edito:	Sahara Occidental et Palestine: des causes à défendre envers et contre tout
page 2	Projet:	Jouer un rôle pour panser ses plaies: le projet de Yes Theatre en Palestine.
pages 3-4	Analyse:	Sahara occidental: une si longue attente
page 4	En bref:	1er mai Des nouvelles de Grèce Global Health Forum

Engagée pour la santé!

Qui sommes-nous ?

Histoire - La CSS naît en 1937 lorsque des médecins suisses s'engagent aux côtés des républicains espagnols en lutte contre les fascistes. Elle organise des missions médicales en Yougoslavie pendant la seconde guerre mondiale, puis se montre très active auprès des civils victimes de la guerre du Vietnam.

Objectifs - Réduire les injustices sociales, politiques et économiques qui empêchent l'accès équitable, pour les populations pauvres et dominées, aux conditions nécessaires à une vie en santé.

Valeurs - La CSSR considère que le manque d'équité en termes de ressources pour lutter contre la maladie n'est pas une fatalité. Il est possible et nécessaire de résister aux pratiques prédatrices et dominatrices de certains pouvoirs politiques et économiques qui causent l'injustice.

Moyens - La CSSR se montre solidaire d'organisations locales qui travaillent pour un meilleur accès aux soins; elle soutient des projets sanitaires sur le terrain et dénonce en Suisse les injustices dont sont victimes les populations dominées.

Edito

Sahara Occidental et Palestine: des causes à défendre envers et contre tout

Aujourd'hui plus que jamais, nous sommes au courant, en temps réel, de toute exaction commise dans le monde. Si l'on désire mettre la main à la pâte pour dénoncer le grand désordre et aider les victimes d'un système mondial terrifiant, il n'y a que l'embarras du choix. Parmi tant de causes à défendre, nous en connaissons deux qui demandent, plus que d'autres, toute notre attention, tant elles sont légitimes: la cause du Sahara Occidental et celle de la Palestine.

Tout d'abord le Sahara Occidental (SO)

Le SO, c'est 266'000 km² peuplés par environ 600'000 personnes, avec une densité de... 2-3 habitant-e-s/km² (en Suisse: 207 habitant-e-s/km²). 80% du territoire est occupé, de manière illégitime et impudente, par le Maroc. Une insolence qui se manifeste, ces jours-ci, par l'organisation de la CAN de futsal 2020 (la Coupe Africaine des Nations de futsal, un sport apparenté au foot qui se joue sur un terrain de handball) à Laâyoune, la capitale du SO. Cette partie du pays compte environ 400'000 habitant-e-s.

20% du territoire est libéré, sous contrôle du Front Polisario. C'est bien sûr la partie la plus pauvre et désertique, regroupant près de 100'000 habitant-e-s, qui souffre de terribles problèmes d'approvisionnement en eau surtout pendant les mois d'été. En Algérie, près de la frontière avec le SO, quelque 200'000 réfugié-e-s se trouvent dans des camps dont le principal est à Tindouf et existe depuis 1976, année du retrait des Espagnols du SO.

L'ONU n'est jamais parvenue à mettre d'accord «les parties», soit les occupants et les occupés. Pour elle, le SO

est un territoire non autonome, dont la décolonisation n'est pas terminée. La République arabe sahraouie démocratique (RASD) n'est soutenue que par l'Algérie et l'Afrique du Sud. Au niveau international, elle est reconnue par 24 pays, africains ou sud-américains. Le reste du monde soutient le Maroc et ses intérêts, à commencer par la France et l'Espagne.

Ce n'est pas dans un court éditorial que l'on peut raconter l'histoire du SO ni analyser l'incapacité de la communauté internationale à trouver une solution au conflit. Mais nous espérons que la CSSR pourra bientôt vous présenter un projet de coopération au profit des zones libérées du SO.

Et maintenant la Palestine

Nous venons d'assister au comble de l'arrogance avec la présentation du «plan de paix» de Trump. Une provocation qui ne cherche qu'à redécouper les frontières de la Palestine au profit d'Israël, allant jusqu'à déclarer Jérusalem capitale de l'Etat hébreu. Cela rend toute tentative de rapprochement impossible. Mahmoud Abbas a immédiatement rompu toute relation avec les USA et avec Israël.

Les Palestinien-ne-s ont leur existence, leur culture, leur dignité enracinées sur une terre: la Palestine. Si l'opinion publique est lasse de ces nouvelles qui n'en sont pas («le deal du siècle»), si la jeunesse palestinienne est parfois désespérée d'avoir le regard fixé toujours sur la même impasse, celles et ceux qui accompagnent la juste lutte de ce peuple depuis des années ne peuvent pas baisser les bras. La CSSR est plus que jamais décidée à soutenir la Palestine dans la mesure de ses moyens.

Viviane Luisier, présidente

Jouer un rôle pour panser ses plaies: le projet de Yes Theatre en Palestine

La CSSR soutient un projet en Palestine depuis maintenant 2 ans. Alors que l'occupation israélienne ne faiblit pas, affectant la population palestinienne physiquement et psychologiquement, défendre l'accès à la santé est toujours une priorité.

Par Aude Martenot

La violence quotidienne de l'occupation et de la colonisation israéliennes à l'encontre des Palestiniens pris de l'ampleur depuis l'arrivée de Trump à la présidence des USA et son soutien affirmé à l'Etat colonial d'Israël (se référer à l'article «*Voyage en Palestine dans les territoires occupés*», par Andrea Egli, dans Courrier de l'AVIVO, février-mars 2020, pp 44-51).

Il y a actuellement plus de 620'000 colons en Palestine, soit 12% de la population en Cisjordanie. A Hébron, ils-elles sont environ un millier, et autant de soldats. Malgré des tensions évidentes, Israël a décidé, en janvier 2019, de mettre fin à la mission d'observateurs internationaux de la Présence internationale temporaire d'Hébron, créée dans le cadre des Accords d'Oslo en 1997.

En conséquence de cette occupation et de la violence omniprésente, l'état de santé de la population palestinienne continue de se dégrader: troubles psychologiques, stress, régression des progrès scolaires pour les enfants et adolescents, altération du fonctionnement quotidien. En avril 2019, la Ligue des Droits de l'Homme, en France, signalait que 5'450 Palestiniens étaient détenu·e·s dans les prisons israéliennes pour raisons politiques. Parmi eux: 205 enfants, dont 32 de moins de 16 ans.

Un partenariat avec la CSSR depuis 2015

La CSSR soutient, depuis 2015, un projet du partenaire Yes Theatre (YT) visant l'amélioration de la santé mentale des jeunes palestiniens ex-détenu·e·s, par la dramathérapie et le théâtre. Une première phase du projet a duré jusqu'en 2017, suivie par une seconde phase qui s'achèvera en septembre 2020. Un bilan de ce projet s'impose, avant de décider si le part-



Atelier d'expression théâtrale, août 2019 ©YT

nariat de la CSSR et de YT continuera.

Le projet de YT propose trois objectifs. Tout d'abord, renforcer les capacités des professeur·e·s de théâtre du partenaire. Chaque année, ce programme permet de former 25 personnes, dont 80% de femmes, âgé·e·s entre 22 et 28 ans. Par ailleurs, 20 stages pratiques sont réalisés, ayant pour public cible plus de 120 jeunes ex-détenu·e·s et 80 mères.

Un accord entre YT et Birzeit University permet d'élargir le programme pour y inclure des étudiant·e·s. Toutefois, l'organisation de cette formation certifiante doit encore être perfectionnée : cette année, 6 étudiant·e·s sur 10 ont arrêté la formation à cause de problèmes familiaux ou d'incompatibilité d'horaire avec leur emploi.

La seconde activité menée par YT est la mise en place d'ateliers de dramathérapie pour enfants ex-détenu·e·s et leurs parents. Lors de cette seconde année de projet, 15 ateliers de théâtre ont été organisés avec 225 jeunes ex-détenu·e·s et 4 ateliers de théâtre ont été organisés avec leurs mères. Dans le cadre de ces ateliers, YT a produit 3 pièces de théâtre, auxquelles ont participé 60 enfants. Plus de la moitié de ces jeunes (60%) étaient des filles, et tou·te·s étaient âgé·e·s de 10 à 18 ans.

Enfin, le projet de YT a sensibilisé la communauté locale à l'impact de la détention sur les enfants et aux problèmes que les jeunes ex-détenu·e·s rencontrent à la sortie des geôles, grâce à des pièces jouées par des acteurs et actrices professionnel·le·s.

Ces performances ont attiré plus de 10'400 écolier·ère·s et parents l'année passée.

Bilan positif, sans hésitation

Une évaluation externe réalisée en septembre 2019 a permis de confirmer notre sentiment par rapport au projet de YT : son utilité, en particulier dans le contexte actuel que connaît la Palestine, est indéniable.

Les résultats sont très positifs: les jeunes sont davantage capables d'exprimer leurs sentiments et de relater les expériences d'abus par le biais du théâtre, ils-elles améliorent leur confiance en eux-elles et leurs aptitudes sociales, ainsi que leur capacité à suivre un cursus scolaire. La psychologue engagée par YT se voit régulièrement référer des enfants souffrant de troubles anxieux par des organisations internationales œuvrant dans la région (par exemple Médecins du Monde), démontrant ainsi la reconnaissance qu'YT a acquise dans le domaine de la dramathérapie.

Si certains aspects du projet doivent encore être perfectionnés, comme le manque d'enregistrement numérique des données, la limite des accords passés avec Birzeit University ou encore le faible lien avec d'autres ONG, d'autres se sont améliorés. Ainsi, l'intégration dans le programme de filles ex-détenues, avec qui le contact est plus difficile qu'avec les garçons, car elles restent davantage dans leurs foyers, est en bonne voie.



Formation des professeurs de théâtre de YT, février 2019 ©YT

Sahara occidental: une si longue attente

L'attente, voilà un mot que le peuple sahraoui a appris à faire sien. Depuis 1975, année où la Cour internationale de justice de la Haye s'est prononcée en faveur de l'auto-détermination de l'ancienne colonie espagnole, les habitant·e·s de cette zone oubliée attendent en vain que ce statut se matérialise enfin.

Par Alicia Pary

La résistance avait déjà commencé deux ans plus tôt, par la création du Front Polisario qui avait initié la lutte armée, soutenu par l'Algérie.

En 1976, le retrait de l'Espagne a laissé au voisin marocain le nord et le centre du territoire et le sud à la Mauritanie. A nouveau mis sous le joug de ses voisins, le Front Polisario proclame la même année la République arabe sahraouie démocratique, la RASD.

En 1979, la Mauritanie se retire à son tour. Reste le grand voisin marocain, qui défend mordicus la souveraineté marocaine sur ce territoire désertique, mais riche en mines de phosphate, une matière première qui entre dans la composition d'engrais synthétiques, et dont le territoire sous contrôle marocain possède 72% des réserves mondiales ¹.

Durant toutes ces années, le Front a mené une guerre de harcèlement contre les forces armées marocaines, qui le lui a rendu au centuple. Les violations des droits de l'homme sont quotidiennes, notamment les actes de torture.

L'année 1980 voit le commencement de la construction de murs, coupant le territoire en deux dans le sens de la longueur, pour se protéger des attaques du Front. Le Maroc contrôle la partie à l'est du mur. Ce dernier est actuellement surveillé par 120'000 soldats marocains.

En 1991, sous le contrôle de l'ONU, un traité de cessez-le-feu est signé entre le Front Polisario et le Maroc, traité qui met également en place une mission de surveillance des Nations Unies, la MINURSO (Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au

Sahara occidental). Le Maroc s'est toujours formellement opposé à ce que son mandat englobe le suivi de la situation des droits humains, ce qui en fait la seule mission de l'ONU à posséder cette particularité.

Dans le cadre de cette mission, plusieurs émissaires spéciaux se sont succédé sans obtenir de résultats probants. La situation du peuple sahraoui n'est pas du tout relayée par les médias occidentaux. Devant

1) *La roche du désert qui nourrit le monde: le phosphate du Sahara occidental*, Alex Kasprak, site Alter Info, 29 novembre 2016.



Scène de la vie quotidienne près du village de Bir Lehlu. © Moulay, 2018

Trois questions à Gilles Boss, responsable de l'ADER,

Association pour le développement des énergies renouvelables, basée à Lausanne.

Quelles sont les réussites majeures de l'ADER ces dernières années?

Avec l'ADER/S, nous travaillons depuis 20 ans avec les Sahraouis. Nous avons construit avec le Ministère des transports et les techniciens de son département de l'énergie une trentaine d'installations solaires photovoltaïques sur des dispensaires de santé, dans les camps de réfugié·e·s sahraouis, et dans les territoires libérés du Sahara Occidental.

Depuis 2010 nous nous occupons de la maintenance de ces installations dans le but de les faire durer au maximum.

Quelles sont les difficultés que vous devez affronter dans la mise en place d'un projet sur le terrain?

La collaboration avec les Sahraouis se passe bien, nous avons tissé des liens de confiance, mais les communications entre les campements et la Suisse ne sont pas toujours évidentes. En tant qu'association, nous sommes écartelés entre le mode de travail exigé par la Direction du développement et de la coopération (DDC) et les habitudes de travail des Sahraouis.

Que pensez-vous de la situation politique à titre personnel, comment voyez-vous la situation évoluer dans les années qui viennent, êtes-vous optimiste/pessimiste?

Je pense que la situation politique est bloquée depuis bien trop longtemps, il n'y a pas de volonté du Maroc de négocier, le dialogue est vraiment au point mort et la jeunesse sahraouie, à bout de patience, envisage la reprise de la guerre avec le Maroc.

Suite et fin de l'article en page 3:

Sahara occidental: une si longue attente

cette stagnation de la situation, la tentation de reprendre la lutte armée revient périodiquement, notamment chez les jeunes.

Pourtant, les informations et les initiatives existent. Chez nous, les Nouvelles sahraouies, qui paraissent quatre fois par an, éditées par le Comité suisse de soutien au peuple sahraoui, permettent d'informer des derniers développements sur le terrain. Sur la toile, des médias alternatifs s'emparent du sujet. Au cinéma, le très beau «*Life is waiting*» (l'attente, toujours), de la réalisatrice brésilienne Iara Lee, sorti en 2015, documente la vie quotidienne de la population et l'espoir du référendum, encore présent.

La CSSR s'est d'emblée engagée aux côtés du peuple sahraoui, qu'elle a notamment soutenu à l'aide de bourses octroyées à des médecins pour étudier en Suisse et l'envoi de matériel médical, dès les années septante. Elle a récemment été contactée par un ingénieur sahraoui installé en Suisse, afin de financer un projet d'adduction d'eau dans la zone libérée. Histoire à suivre....

Brèves

1^{er} mai à Genève

Qu'il pleuve, qu'il neige ou qu'il vente, nous serons présent-e-s lors du 1^{er} mai 2020, dans le cortège (départ à 14h, place des Vingt-Deux-Cantons) et dès 16h au parc des Bastions. N'hésitez pas à passer nous voir !

Des nouvelles de Grèce

Notre partenaire, la clinique KIFA, nous a fait parvenir quelques nouvelles de la situation sur le terrain. En septembre 2019, le quartier d'Exarchia, à Athènes, principal foyer de contestation des pouvoirs en place depuis de nombreuses années – le soulèvement contre le régime des colonels, au début des années 70, a commencé ici – a été le théâtre de plusieurs opérations policières musclées. Quelques squats occupés par des migrant-e-s ont été évacués: le gouvernement avait fixé un ultimatum au 5 décembre pour en terminer avec tous les squats du quartier.

La place principale du quartier était entourée des foyers d'émigré-e-s qui y vivaient, soit en famille, soit individuellement, dans des locaux ou bâti-

ments (scolaires, par exemple) abandonnés. Cette reprise en main s'inscrit dans le cadre de l'arrivée au pouvoir du parti de droite de la Nouvelle Démocratie, en juillet 2019. Cette formation avait annoncé la couleur avant son arrivée au pouvoir, préconisant «la fermeture de ces locaux, le retour à l'ordre et à la sécurité dans la région et l'expulsion des émigrés et réfugiés, illégaux ou non». La police s'est donc chargée de «transporter» toutes ces familles loin d'Exarchia, ne sachant pas où elles seraient installées, ni si les enfants en âge scolaire pourraient continuer leurs cours.

De plus, la police avait pour ordre de surveiller très étroitement la conduite de toute personne dans cette zone, que ce soient les jeunes flânant ici et là, les étranger-ère-s, légaux ou non, ou encore les personnes soupçonnées de trafics en tous genres. Ces mesures strictes s'appliquaient aussi en permanence aux personnes présentes dans le quartier, dès qu'une activité «suspecte» était soupçonnée. Cette pression incessante a logiquement déclenché une réponse forte de la population du quartier, qui a manifesté son mécontentement en descendant dans la rue.

Global Health Forum

Les 24, 25 et 26 mars prochains se tiendra le Geneva Health Forum, espace d'échanges et de rencontres où les principales questions de santé, alimentées par les expériences du terrain, sont en discussion. L'objectif principal est de présenter des pratiques innovantes, accessibles et durables dans le domaine de la santé globale. La thématique de cette 8^e édition est «*Vers la santé pour tous : apprendre du terrain*», c'est pourquoi le réseau Medicus Mundi Suisse (MMS) a invité ses organisations membres à y participer pour apporter leur expertise et leurs connaissances en matière de santé globale. La CSSR sera donc présente sur le stand de MMS et participera à l'afterwork de la société civile : *Développement de synergies pour l'accès à la santé*, qui aura lieu le 25 mars dès 18h.



Contacts

Centrale Sanitaire Suisse Romande, 15 rue des Savoises, CH – 1205 Genève Tél: +41 22 329 59 37 – info@css-romande.ch - www.css-romande.ch **Versements** CCP 17-66791-8

Bulletin

Edition: Centrale Sanitaire Suisse Romande **Comité de rédaction:** Claude Desimoni, Viviane Luisier, Aude Martenot, Alicia Pary, Jean-Marc Richard, Luisa Sanchez Gonzalez

Tirage: 1500 exemplaires **Parution:** 4 numéros par an **Abonnement de soutien:** 20 CHF par an